

## Les droits humains dans l'urbanisation du Brésil

Maricarmen  
Merino-Beaudoin

# Arrive en ville!

«**N**ous sommes les exclus de la ville. Des paysans qui ont dû abandonner leurs terres parce qu'ils n'avaient pas d'avenir. Des jeunes issus de familles pauvres qui seront encore plus pauvres. Des personnes qui doivent se disputer, avec les charognards, les ordures que jette la ville.» Wendel Alves da Silva, coordonnateur du Mouvement des travailleurs sans toit (MTST), dans l'État de São Paulo au Brésil, illustre la misère dans laquelle vit un tiers de la population brésilienne.

Bien que le Brésil soit un pays riche, seulement 1 % de la population détient plus de la moitié (650 milliards \$ÉU) de la richesse du pays. Le tiers des habitants-es sont pauvres, sans écoles, sans services publics et parfois même, sans logement. D'après Wendel Alves da Silva, il existe plus de 50 millions de personnes sans toit au Brésil, sur une population totale de quelque 170 millions.

L'exode rural grossit les villes, lentement mais inexorablement. Selon les chiffres officiels, en 2025 plus de 80 % de la population vivront dans les zones urbaines. En 1980 le pourcentage était de 69 %. Cette croissance a aussi aggravé les tensions sociales. Le taux de chômage dans les principales villes dépasse 20 %, comme c'est le cas à Recife et à Salvador. Un taux de chômage aux effets dramatiques en l'absence de filet social.

### 20 MILLIONS DE FAMILLES

Lui-même sorti des rangs du Mouvement des paysans sans terre (MST), M. da Silva affirme que le mouvement urbain au Brésil prend rapidement de l'ampleur. Quelque 20 millions de familles brésiliennes sont actuellement liées au MTST. «Grâce à l'expérience du Mouvement des paysans sans terre, nous avons réussi à étendre l'organisation urbaine un peu partout au pays», explique M. da Silva. «Cependant, pour le gouvernement nous ne sommes que des bandits et des marginaux. La seule façon qu'il trouve pour répondre à nos demandes est de nous mettre en prison ou de nous tuer», dénonce-t-il.

Le MTST exige du gouvernement du président Fernando Henrique Cardoso la création d'un fonds national d'habitation, d'un projet d'habitation et de développement urbain, ainsi que l'instauration d'une réforme urbaine qui garantirait le droit à un système de santé, d'éducation, d'activité culturelle, de transport, etc. Bref, le droit de vivre correctement dans les villes.

Aux dires de son coordonnateur, le MTST est maintenant capable, malgré la répression, de faire pression sur le gouvernement Cardoso et de l'amener à respecter le droit constitutionnel au logement social. Les divers mouvements qui luttent pour le droit au logement commencent à s'unifier. D'abord à Campinas et dans d'autres villes de l'État de São Paulo, ensuite dans les états voisins comme Rio de Janeiro, Minas Gérais, Amazonas, Espírito Santo, etc.

«Le gouvernement dit que c'est nous qui provoquons la pauvreté et le chômage, mais en fait la cause première est sa politique néolibérale et de privatisation», ajoute M. da Silva. Il donne comme exemple la vente aux enchères, en juillet dernier, de l'entreprise d'État Telebras, le plus grand opérateur téléphonique d'Amérique latine.

Le président Cardoso avait d'abord promis d'investir les recettes de la vente de Telebras dans

